



Département de la Manche
Arrondissement d'Avranches
COMMUNE DE JUVIGNY LES VALLEES
41 rue des Ecoles
50520 JUVIGNY LES VALLEES
Tél : 02.33.59.07.08

**Arrêté portant opposition au transfert automatique de pouvoirs de police spéciale à la
Présidente de la Communauté d'Agglomération du Mont-Saint-Michel-Normandie**

Le Maire de la Commune de JUVIGNY LES VALLEES ;

Vu les articles L2122-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au transfert des pouvoirs de police spéciale aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;

Vu l'élection de Mme Catherine BRUNAUD-RHYN en qualité de présidente de la communauté d'agglomération du Mont-Saint-Michel-Normandie en date du 11 avril 2026 ;

Considérant la compétence exercée par l'EPCI en matière d'assainissement et de collecte des déchets ménagers ;

Considérant que le maire d'une commune membre peut s'opposer, dans les six mois suivant l'élection de la présidente de la communauté d'agglomération, au transfert automatique de certains pouvoirs de police spéciale au président de l'EPCI ;

ARRÊTE

Article 1er : Mme Nathalie ROCHEFORT, maire de la commune de Juvigny-les-Vallées s'oppose au transfert automatique à Mme la Présidente de la communauté d'agglomération du Mont-Saint-Michel-Normandie du pouvoir de police spéciale relatif à :

- l'habitat (établissements recevant du public à usage d'hébergement, sécurité et salubrité des immeubles, locaux et installations),
- la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage,
- la voirie (circulation, stationnement et délivrance des autorisations de stationnement),
- l'urbanisme (publicité, enseignes et pré-enseignes).

Article 2 : En conséquence, les pouvoirs de police spéciale visés à l'article 1^{er} demeurent exercés par le maire sur le territoire de la commune.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à Mme la Présidente de l'EPCI, transmis au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité et publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la mairie, dans les mêmes conditions.

Fait à Juvigny les Vallées, le 16/09/2026

Le Maire,

Nathalie ROCHEFORT



Publié sur le site internet de la ville le